

Mauritanie: la junte tente de convaincre, Washington suspend son aide

NOUAKCHOTT (AFP) - La junte qui a pris le pouvoir mercredi en Mauritanie s'apprêtait vendredi à expliquer aux émissaires de la communauté internationale le bien-fondé de son action, alors que les Etats-Unis ont déjà suspendu leur aide non humanitaire.



Le général Mohamed Ould Abdel Aziz entouré de membres de la junte le 7 août 2008 à Nouakchott (© AFP - Stringer)

Une délégation de la Ligue arabe était attendue vendredi soir à Nouakchott où des émissaires de l'Union africaine (UA) devaient également arriver samedi, selon une source proche de la junte.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, s'était déclaré "extrêmement inquiet" après le coup de force mercredi des militaires, unanimement condamné par la communauté internationale.

M. Moussa "espère que le coup d'Etat ne constituera pas de pas en arrière pour le processus démocratique" en Mauritanie et demande que "les problèmes politiques soient résolus dans le cadre d'un dialogue démocratique et du respect des institutions démocratiques", selon un communiqué.

De son côté, l'Union africaine (UA) avait "exigé" la libération du président mauritanien Sidi Ould Cheikh Abdallahi et "des autres personnalités arrêtées" par les putschistes, ainsi que le "rétablissement sans délai des institutions que le peuple mauritanien s'est démocratiquement choisi".

Le général Mohamed Ould Abdel Aziz, meneur du coup d'Etat et qui préside désormais un "Haut conseil d'Etat" formé de 11 militaires, avait déjà reçu jeudi le secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Habib Benyahya. M. Benyahya avait précisé avoir été chargé par le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, qui assure la présidence tournante de l'UMA, "de se rendre en Mauritanie pour avoir plus d'informations" sur le coup d'Etat, selon l'Agence mauritanienne d'information (Ami, officielle). "Nous souhaitons bonheur et bonne chance à ce pays frère", s'est-il contenté de dire après la rencontre. Cet entretien avec l'émissaire de l'UMA constituait le premier contact extérieur direct du chef de la junte depuis le putsch.

Ce ballet diplomatique à Nouakchott auprès du général Ould Abdel Aziz, ancien dirigeant de la garde présidentielle, intervient au moment où la communauté internationale accroît sa pression pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Les Etats-Unis ont suspendu leur aide bilatérale non-humanitaire à la Mauritanie, dont le régime renversé était un allié de Washington dans la lutte contre le terrorisme.

Les Etats-Unis avaient accordé pour l'année fiscale 2008 une aide militaire de 15 millions de dollars à la Mauritanie, a indiqué le département d'Etat. Ils avaient également débloqué une aide au développement de 3 millions de dollars, auxquels s'ajoutaient 4 millions de dollars destinés à la formation au maintien de la paix et 805.000 dollars à la non-prolifération, la lutte contre le terrorisme et au déminage.

Une aide alimentaire de 4.9 millions de dollars sera cependant maintenue dans ce pays pauvre de 3,1 millions d'habitants, qui importe 70% de ses besoins alimentaires et frappé de plein fouet par le renchérissement du prix des denrées de base.

De son côté, la France, ancienne puissance coloniale, avait mis "fermement en garde" les auteurs du coup d'Etat, "qui pourraient faire l'objet de mesures à leur encontre" faute d'un retour rapide à "la légalité constitutionnelle", selon un communiqué de la présidence française.

Le commissaire européen Louis Michel avait pour sa part affirmé mercredi que le putsch risquait "de remettre en question (la) politique de coopération avec la Mauritanie".

L'épouse et les trois enfants du président renversé ont par ailleurs regagné jeudi leur domicile privé après avoir été retenus au palais présidentiel par les putschistes.

Le président renversé, son Premier ministre et trois autres hauts dignitaires du régime étaient en revanche toujours détenus à la caserne de la garde présidentielle.